

**PROTOCOLE DE COLLABORATION
ENTRE LA COMMUNAUTE AUTONOME D'ARAGON
ET LE DEPARTEMENT DES HAUTES PYRENEES**

A Tarbes, le 26 mars 2009

R E U N I S

D'une part, son Excellence Marcelino Iglesias Ricou, Président d'Aragon agissant dans l'exercice de ses compétences qui lui ont été attribuées en vertu du Décret Royal 895/2007 le 5 juillet 2007.

D'autre part, Mme. Josette Durrieu, Présidente du Conseil Général des Hautes-Pyrénées, agissant dans l'exercice de ses compétences qui lui ont été attribuées par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 16 mai 2008

Se reconnaissant mutuellement la capacité légale nécessaire, formalisent le présent PROTOCOLE de Collaboration et, à tel effet,

E X P O S E N T

I

Les régions de montagne ont été régulièrement et universellement reconnues comme des lieux d'importance stratégique, et constituent un atout social, environnemental et économique très important pour l'Europe.

Leur fragilité, accentuée si l'on considère que toutes les évaluations d'impact réalisées jusqu'à présent reconnaissent les zones de montagne comme les aires les plus vulnérables au changement climatique, rend indispensable notre effort de les valoriser et de les préserver pour le bénéfice de tous les citoyens. Un effort soutenu par la conviction que négliger les territoires de montagne n'est pas seulement socialement injuste, mais c'est aussi irresponsable du point de vue environnemental et économique.

Les limites propres imposées par notre situation géographique peuvent être dépassées uniquement grâce à des initiatives de coopération et à l'établissement de relations stables entre voisins. Une relation continue et une activité permanente nous conduiront sûrement à découvrir de nouvelles sources d'échange et de développement

territorial qui permettent de maintenir la vitalité de nos territoires de montagne, surtout dans ces moments où de nouvelles variables rendent plus complexes les solutions possibles.

II

Les objectifs européens de cohésion économique, sociale et territoriale, indispensables pour l'ensemble des politiques européennes, prennent en compte la diversité et les spécificités des territoires de montagne, comme les règlements relatifs à la politique européenne de cohésion pour la période 2007-2013.

De même, le nouveau livre vert sur la cohésion territoriale adopté en octobre 2008 considère que la compétitivité et la prospérité dépendent chaque jour davantage de la capacité des personnes et des entreprises à profiter au maximum des atouts territoriaux. Ceci suppose de répondre ensemble aux défis communs, de profiter des complémentarités et des synergies, dépasser les divisions provoquées par les frontières administratives.

III

Le Gouvernement d'Aragon et le Département des Hautes Pyrénées, conscients de la nécessité de développer les relations franco-espagnoles et de travailler ensemble au développement économique de leur territoire ont créé en juin 2008 un consortium pour la gestion, la conservation et l'exploitation du Tunnel d'Aragnoet Bielsa et de ses accès. Ce grand objectif a nécessité un instrument juridique capable d'assurer l'efficacité, la continuité et le suivi des relations transfrontalières. Ceci a justifié l'emploi du cadre juridique par excellence des relations frontalières entre les entités territoriales de France et d'Espagne, le Traité franco-espagnol sur la coopération transfrontalière entre entités territoriales, signé à Bayonne le 10 mars 1995, en application de la Convention Cadre du Conseil de l'Europe sur la coopération transfrontalière entre les Communautés et les autorités territoriales, signé à Madrid le 21 mai 1980.

Ledit Cadre juridique prétend encourager l'action concertée pour renforcer et développer les relations de voisinage en ce qui concernent les matières relevant de l'intérêt commun pour les entités territoriales impliquées.

La création de ce consortium a été pour chacune des collectivités un premier pas vers la mise en marche d'une coopération plus globale entre chacune des entités territoriales.

En conformité avec l'exposé dans l'exercice de leurs compétences, s'accordent à souscrire au présent Protocole, avec les clauses suivantes.

CLAUSES

Première.- Objectifs

Constitue l'objet du présent Protocole la volonté des parties de réaliser un projet visant à l'établissement d'infrastructures de transports entre le Tunnel de Bielsa Aragnouet et la station hivernale de Plau Engaly, ainsi que les études nécessaires pour sa mise en œuvre.

Seconde.- Actions prévues de collaboration

Le Gouvernement d'Aragon s'engage à réaliser ou à déléguer l'exécution de l'étude de viabilité économique et d'impact de marché.

Le Gouvernement d'Aragon s'engage à réaliser ou à déléguer l'étude des possibles alternatives de gestion de la station hivernale agrandie.

L'exécution de ces actions s'effectuera en conformité avec la législation qui s'applique.

Le Conseil Général s'engage de son côté à réaliser ou déléguer la rédaction du dossier de demande d'autorisation de ladite infrastructure.

Le Conseil Général s'engage à réaliser ou déléguer l'étude de déclaration d'impact environnemental de ladite infrastructure en conformité avec la législation qui s'applique.

Troisième. - Financement

Le Gouvernement d'Aragon s'engage à assumer intégralement les frais d'études de viabilité économique et des possibles alternatives de gestion de la station hivernale agrandie.

La répartition financière des frais de rédaction du dossier de demande d'autorisation de ladite infrastructure et de l'étude d'impact environnemental et social sera partagée à égalité avec 50% pour le gouvernement d'Aragon et 50% pour le Département des Hautes Pyrénées. Chaque engagement fera l'objet d'une concertation préalable entre les parties.

Quatrième.- Critères Généraux de Collaboration

Les parties s'engagent à maintenir une relation fluide de communication et de coopération basée sur les principes de respect envers chacune des entités, envers leurs modes de fonctionnement et envers leurs membres ; transparence dans les actions et appui mutuel

pour favoriser les fins. Elles s'engagent à collaborer dans les termes de ce protocole et dans ceux qui résultent des annexes ou des accords concrets que souscrivent à cette fin chacune des institutions.

Cinquième.- Vigueur

La durée du présent Protocole de Collaboration prendra effets à partir de la date de la signature du présent document jusqu'à la conclusion de toutes les étapes nécessaires.

Sixième.- Droit applicable

En cas de contentieux sur l'accomplissement des obligations issues du présent protocole, le droit applicable sera le droit français.

Sous les termes référencés et comme preuve de conformité, les parties signent le présent protocole de Collaboration en plusieurs exemplaires, en lieu et date indiqués.

Marcelino Iglesias Ricou
Président
Gouvernement d'Aragon

Josette Durrieu
Présidente
Conseil Général des Hautes-
Pyrénées